

Les Possibles — No. 18 Automne 2018

Marx et l'immigration : mise au point

jeudi 25 octobre 2018, par Jacques Bidet

Entretien inédit pour le site de [Ballast](#), octobre 2018, par Julien Chanet

Socialismes et immigration : les divergences ne sont pas seulement d'actualité. En 1845, Engels avançait que l'immigration irlandaise a contribué, en Angleterre, à « *abaisser le salaire et avec lui la classe ouvrière elle-même* ».

Un demi-siècle plus tard, Jean Jaurès faisait l'éloge du « *socialisme douanier* » pour mieux « *protéger la main-d'œuvre française contre la main-d'œuvre étrangère* » bon marché ; au début des années 1910, Lénine évoquait, pour s'en féliciter cette fois, la « *transmigration des peuples* » créée par le capitalisme : si le leader communiste convenait volontiers du fait que les capitalistes « *exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés* », il estimait que seuls « *les réactionnaires* » pouvaient s'en offusquer tant celle-ci, brouillant les étroits cadres chauvins, contribuait à rassembler les ouvriers du monde entier dans une perspective, à terme, révolutionnaire. Une analyse de Marx est ainsi fréquemment mobilisée au sein de la gauche anticapitaliste – partagée qu'elle est, pour le dire à grands traits, entre sa volonté d'accueillir inconditionnellement, d'abolir les frontières, d'encadrer, de réguler ou de remettre en cause les mouvements migratoires : « *l'armée de réserve* » du capitalisme. Un concept tiré du chapitre 25 du *Capital*. Mais que recouvre-t-il vraiment ? Que devient le « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » ? Pour y voir plus clair, nous avons posé la question au philosophe [Jacques Bidet](#), coauteur du Dictionnaire Marx contemporain et exégète marxiste.

Récemment, de par certains articles et pétitions parus dans la presse suite aux déclarations de Sarah Wagenknecht en Allemagne, ou de responsables de la France Insoumise, le grand public a pu se rendre compte des nuances, voire des désaccords au sein de la gauche anticapitaliste quant à la question de l'accueil des migrants. Revenait plusieurs fois l'expression « armée de réserve du Capital ». Pouvez-vous nous replacer le contexte de cette expression de Marx, ce que cela recouvre ?

Chez Marx, la notion d'« armée de réserve » désigne ces fractions de la classe ouvrière qui se trouvent en surnombre par rapport aux besoins momentanés du capital, mais qui sont éventuellement disponibles pour être exploitées. Cette théorie de la « surpopulation relative » est exposée dans le Livre 1 du *Capital*¹. Marx distingue une surpopulation flottante : ce sont les personnes que les capitalistes peuvent embaucher quand ils en ont besoin et licencier en cas contraire, et qui se trouvent alors renvoyées sur des espaces de survie précapitalistes, ruraux ou familiaux. Ce concept se relie à l'idée qu'il y a dans le capitalisme une tendance historique à l'élévation de la productivité et qu'il en découle, dans les diverses branches, par à-coups successifs

et plus massifs en cas de crise, des phases de surnombre temporaire de salariés, « surnuméraires » au regard de l'objectif de la maximisation du profit. L'armée de réserve est donc ce qui permet à l'ogre capitaliste de digérer à son rythme la force de travail dont il a besoin sur le chemin de l'accumulation. Mais il existe aussi une « surpopulation latente », notamment rurale, en situation économique précaire, susceptible d'être, au besoin, intégrée à ce mode d'exploitation. Une « surpopulation stagnante », autour de la grande industrie, par exemple dans le travail à domicile, qui n'a même pas la perspective d'occuper un jour un emploi stable. Au-delà, c'est le [lumpenprolétariat](#), qui survit misérablement sans être intégré dans un circuit de production : vagabonds, mendiants, prostituées, infirmes, etc. Dans ce chapitre, Marx argumente notamment contre [Malthus](#) : contre sa « loi », supposée naturelle, de surpopulation. Pour Marx, les grands mouvements de population à l'époque moderne sont le fait des mécanismes du capitalisme et des interventions impérialistes. Ainsi en va-t-il des relations entre l'Angleterre et l'Inde (ruine mortifère des petits producteurs), ou l'Irlande, sa première colonie, réservoir de main-d'œuvre à bon marché². Analysant la Guerre de Sécession, il met en contraste l'alliance des capitalistes anglais – mobilisés pour le maintien de leur approvisionnement en coton – avec les esclavagistes du Sud (leurs partenaires dans le capitalisme global), et la solidarité des ouvriers anglais avec l'insurrection émancipatrice venue du Nord – et cela en dépit de la concurrence à attendre de cette armée d'esclaves, futurs prolétaires³. C'est sur cette base, évidemment, qu'il faut reprendre ces questions. Si la migration touche aujourd'hui plus de 60 millions de personnes à l'échelle mondiale, c'est là le contrecoup, sur un champ de bataille ouvert par la colonisation et la mise en dépendance, d'une agression globale multiforme des centres financiers sur les richesses et populations du « Sud global », croisée à une militarisation qui prolifère en affrontements guerriers incessants. C'est là l'arrière-fond sur lequel se posent ces questions de « concurrence », que l'on ne peut inclure dans leur seule dimension économique.

Quelle est la pertinence, en 2018, de ce que Marx décrivait, sachant que la conséquence qui est aujourd'hui invoquée, c'est la « pression à la baisse sur les salaires » ?

Certains découvrent aujourd'hui que, contrairement à ce qu'on

peut lire dans certains manuels élémentaires de marxisme et aussi à ce qu'un certain sens commun pourrait imaginer, le « mode de production capitaliste » ne suppose pas la « reproduction de la force de travail ». En effet, n'ayant d'autre logique que le profit, n'ayant aucune vocation à « reproduire la société » au sens où celle-ci est faite de la vie des gens, ni à reproduire la vie en général, il lui est parfaitement indifférent que certains disparaissent et soient remplacés par d'autres, moins exigeants. Or, il doit cependant faire face à un corps de travailleurs salariés héritiers de « luttes séculaires ». Si donc il lui apparaît possible de les affaiblir en les remplaçant, partiellement du moins, par de nouveaux venus ou de nouvelles venues qui n'ont pas immédiatement la même capacité de s'organiser, c'est là une opportunité dont il s'empare spontanément. Mais ce qu'il vise frontalement c'est la désorganisation du salariat dans son ensemble, sa pulvérisation : tel est l'objectif des politiques de sous-traitance, des lois-travail et autres job acts aujourd'hui mis en vigueur un peu partout dans le monde selon une logique de financiarisation, marchandisation et dérégulation. C'est essentiellement sur cette grande opération de police qu'il compte pour faire baisser les salaires et précariser les emplois. Le patronat n'attend pas les immigrés pour « faire pression ». À l'international, le grand levier de mise en concurrence est la délocalisation. Pour ce qui n'est pas délocalisable (bâtiment, restauration, etc.), une main-d'œuvre « irrégulière » peut faire l'affaire ; mais dès qu'elle est régularisée, l'affaire cesse d'être juteuse.

Face à la migration, le patronat joue sur deux tableaux. D'une part, il tend à favoriser la venue de personnels hautement qualifiés et cependant – étant de nationalité étrangère ou détenteurs de diplômes moins reconnus – en moindre capacité d'exiger les mêmes conditions d'emploi que les nationaux : voilà ce qu'on appelle élégamment « l'immigration choisie ». D'autre part, il cherche à profiter de l'arrivée, par les chemins de l'exil, de personnes éventuellement moins bien préparées et dont on pourra dénier les compétences pour les réduire à des conditions d'emploi misérables. Les mesures qui sont proposées par les pouvoirs publics sous prétexte d'endiguer leur flot supposé ont principalement pour objectif et pour effet de fixer cette population dans une situation sociale incertaine, clandestine ou marginale, pour les rendre plus exploitables. Sur ce point, comme sur d'autres, je me permets de renvoyer au bel article de [Roger Martelli, publié sur le site de Regards](#). Il est clair qu'une politique populaire d'émancipation ne peut pas s'inscrire dans cette perspective d'endiguement. Car les effets de ces mesures sont les mêmes, qu'elles soient arrêtées au nom de la gauche ou au nom de la droite. On ne peut lutter contre la « mise en concurrence » que par des législations qui permettent aux exilé-e-s, économiques ou politiques, de jouir des mêmes droits sociaux et politiques que les nationaux.

Outre l'accusation de naïveté et de posture morale, on peut entendre qu'assouplir l'accueil des migrants signifierait que l'on cède aux exigences du patronat. Est-ce effectivement donner un levier supplémentaire aux forces capitalistes pour détruire les acquis sociaux ?

Assouplir l'accueil des migrants, c'est leur permettre de bénéficier eux aussi de ces « acquis sociaux ». C'est donc renforcer le camp de ceux qui peuvent prendre conscience qu'il faut se solidariser face au patronat et qui acquiert ainsi un peu plus de capacité de le faire. Le patronat les préfère sans papiers et sans droits, introduisant ainsi une « division au sein du peuple ». Une division perverse. Serait-ce là une posture « morale » ? Mais peut-on se passer de morale ? Et pourquoi la morale serait-elle naïve ? Je n'ai pas, personnellement, de théorie morale à proposer, mais je suis tout prêt à entendre les moralistes. Le problème est plutôt que l'on ne saurait légitimer l'emploi de la force au nom de la morale, laquelle n'a de sens que si elle est librement vécue. Par contre, on peut, pour lutter contre l'oppression, faire appel à des normes de droit inscrites dans des textes internationaux, que les grandes puissances, pour maintenir une façade « libérale » ou « sociale », se voient obligées de signer. Car, même si elles s'empressent le plus souvent d'oublier leurs signatures, ce sont là des engagements qui peuvent se retourner contre elles dans l'espace public. En ce sens, le droit possède une puissance subversive, à condition que l'on s'en empare avec force. Et il existe, bien au-delà, tout un ensemble de droits à faire reconnaître.

Quels pourraient en être les principes ?

Assurément, des principes mondiaux et non simplement internationaux. La solidarité internationale ne peut en effet s'argumenter désormais qu'à partir de l'idée que le monde est également à nous tous. En langage plus rigoureusement écologiste : la nature environnante n'est nullement « à nous », mais sous notre égale responsabilité quant à l'usage qui peut en être fait. Paradoxalement, ce sont les capitalistes qui donnent l'exemple, considérant que le monde est à eux, ce qui est corroboré par le droit qu'ils ont de s'approprier – par une simple procédure d'achat – n'importe quelle parcelle, sauf rapport de force en leur défaveur. Il y a donc une réalité du droit mondial. Mais, si tel est le droit reconnu, pourquoi ne vaudrait-il pas tout autant pour l'ensemble des humains, y compris pour ceux qui sont dépourvus de privilèges de propriété ? Pourquoi seraient-ils moins fondés à prétendre « circuler » à travers le monde que ne le sont les capitalistes, qui circulent par capitaux interposés ?

Toute migration, cependant, bouleverse les dispositifs d'appropriation des territoires, à comprendre comme des territoires socialisés par des communautés. À quelles conditions la migration sera-t-elle légitime ? Il me semble que la seule argumentation universellement recevable ne soit celle qui part du plus grand bénéfice pour les plus mal lotis. Personne ne peut publiquement prétendre avoir droit à une situation meilleure que celle d'autrui – c'est là un point énoncé depuis Spinoza, selon moi irrécusable. On admettra que les personnes menacées dans leur pays – dans leur sécurité ou leur intégrité – par des mécanismes politiques ou économiques, soient absolument fondées à faire valoir leur droit de se rendre ailleurs. Et l'on peut pousser très loin le raisonnement dans cette direction. Mais on doit aussi considérer l'idée que toute personne a droit à une nation, à une identité nationale capable de fonder une solidarité concrète, établie autour de « biens communs », et donc à ne pas

voir son territoire national envahi par d'autres populations. On peut aussi argumenter sur les droits des nations les plus pauvres face aux nations les plus riches – sans parler des pillages dont ils font l'objet. Le débat actuel se développe au croisement de ces diverses considérations. Il reste pourtant à savoir dans quelles conditions concrètes de tels principes, dont on perçoit aisément les tensions auxquelles ils donnent lieu, sont à considérer.

Jaurès, que l'on cite souvent lors de ces débats, ne parlait-il pas d'un « socialisme douanier », visant « à protéger la main d'œuvre française » afin « de ne pas substituer l'internationale du bien-être à l'internationale de la misère » ?

Il faudrait se reporter aux diverses conjonctures historiques et aux divers contextes rhétoriques dans lesquels ont pu jouer tels ou tels arguments. Je connais un peu mieux le cas français, notamment le rôle qu'y a joué le parti communiste — auquel j'ai autrefois appartenu, tout au long de la décennie 1970... voici un demi-siècle —, où l'internationalisme a largement prédominé. Dans l'après-guerre, les travailleurs algériens ont adhéré massivement à la CGT (où ils se retrouvaient dans une proportion plus grande que les ouvriers français), défilant au premier mai sous leurs propres couleurs, nationalistes, du moins jusqu'en 1954. Après cette date, avec la guerre de libération en Algérie, la solidarité ouvrière ne pourra plus prendre la même forme. Les luttes populaires qui suivent dans les années 1960 culminent en 1968 par le relèvement de 35 % du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti), avec [mensualisation](#), ce qui concernait une majorité d'ouvriers spécialisés maghrébins. Dans les années 1970, la problématique du [Programme commun de gouvernement](#) entre les socialistes et communistes se réfère, chez ces derniers du moins, à des accords entre les organisations syndicales de l'ex-colonie (algérienne) et de l'ex-métropole (française). « L'union du peuple de France », chère au PCF, n'est pas mise en avant comme une union du peuple français : les familles de « travailleurs immigrés », comme on les appelle alors, en font manifestement partie, intégrées au « communisme municipal » (HLM, dispensaires, écoles, sports, etc.) dans un esprit anti ghetto favorable aux métissages. On ne peut pas en tirer la conclusion que tout ait été parfaitement clair. Le diable nationaliste, hypocrite, se cache dans les détails.

N'y a-t-il pas une faiblesse de la tradition marxiste concernant l'articulation entre la circulation des biens, des services... et des personnes ? Quelles pourraient être les principes d'une stratégie internationaliste de régulation des migrations ?

Je ne suis pas à proprement parler un « marxologue », un spécialiste de la pensée de Marx : j'essaie de pousser plus loin son travail, de reprendre sa théorie en la corrigeant, de la reconstruire sur une base plus large, m'appuyant aussi sur d'autres sources théoriques. En l'occurrence, il y a bien là, en effet, une faiblesse de la tradition marxiste. Marx a très bien montré de quelle façon une classe dominante s'approprie les moyens de production et par là dispose d'un vaste pouvoir social. Mais, quoiqu'il soit le pionnier de l'analyse critique de l'impérialisme, il n'a pas su analyser de façon aussi rigoureuse

ce qu'il en est de l'appropriation d'un territoire par une communauté, qui est pourtant un phénomène corrélatif. La lutte de classe, avec ses superstructures juridico-politiques, est d'abord un phénomène qui se déroule au sein d'un État-nation, c'est-à-dire au sein d'un territoire approprié par une nation, où les dominants eux-mêmes n'ont pas tout pouvoir. Mais entre les nations, on n'est plus dans le cadre d'une lutte autour d'institutions publiques, où les diverses classes se disputent leur contrôle et cherchent à modifier leur nature. À cette échelle, ce n'est pas « la lutte » qui prévaut, c'est « la guerre », du moins en dernière instance. L'étranger est donc un ennemi potentiel. Dès lors, l'idée que « les prolétaires n'ont pas de patrie » est à considérer avec prudence. Ils ont certes de bonnes raisons de considérer que leur patrie par excellence est l'humanité, de choisir la cause commune contre leur propre nation si elle opprime les autres. Mais ils ont de fait, comme les capitalistes — même si c'est d'une toute autre façon — partie liée à leur base matérielle nationale. Le clivage capital/travail ne suffit pas à rassembler les « prolétaires » du monde entier. Reste en effet la question « nationale », qui, à la différence de la question de la « migration », est un vrai « problème » : celui de la communauté nationale et du communautarisme spontané de la nation.

Le populisme de gauche semble faire le grand écart entre des propositions idéologiques, en mettant en avant la question sociale et la prise en compte des questions plus étroitement nationales.

La ligne générale, face aux migrations, est donnée d'en haut. Il est essentiel à la classe dominante que le peuple prenne peur. En l'occurrence, sa stratégie a pour impératif de faire passer la question migratoire pour un problème central, qui annoncerait un danger vital. Il apparaît pourtant que le flux dont on parle est relativement minime au regard de l'immense population européenne : 2,5 millions à nos portes, dit-on, pour 500 millions d'habitants. La décision prise par Merkel, d'ouvrir plus largement les portes, découlait de considérations pragmatiques, dans une Allemagne menacée de vieillissement et manquant de main-d'œuvre. Ces humains qui nous arrivent, sont pour la plupart, dans la force de la jeunesse. Les pays dans lesquels ils cherchent à se fixer n'ont rien payé, ni pour les élever, ni pour les éduquer, ni pour les former ; et il faudra attendre encore longtemps avant que ne pèsent les coûts de leur vieillissement. Ils sont prêts à travailler beaucoup sans trop exiger. De quoi se plaindrait-on, là-haut ? En réalité, cela ne leur suffit pas. Car encore faut-il qu'ils apparaissent dans le paysage comme un problème, un énorme « problème », dont l'objet réel est de masquer le fait que les fléaux qui s'abattent sur la classe populaire – les pressions sur le salaire et l'emploi – dérivent des politiques du capital. Dès lors que l'on se représente que l'ensemble des médias (TV, numérique, presse en tout genre) est pour l'essentiel, hormis les chaînes nationales (dont on sait ce qu'on peut en attendre), la propriété du grand capital (dont on connaît aussi le savoir-faire), on peut en tirer la conclusion : il convient de produire, jour après jour, le mirage du péril migratoire. L'immigration devient le bouc émissaire.

Cherchant le plus court chemin en direction du peuple électeur,

le populisme de gauche tend à s'accommoder de l'opinion commune ainsi formatée. Il a bien sûr par-devers lui un second discours, toujours disponible au nom de la défense de « nos valeurs ». Et cette belle conviction s'annonce comme d'autant plus méritoire qu'elle se donne face au « problème » que serait celui de l'immigration. Il ne rejoint pas, certes, le discours du populisme de droite qui dénonce une menace pesant non seulement sur nos emplois et notre santé – en dépit du fait que c'est bien la politique néolibérale qui ruine le droit du travail, qui remplace les hôpitaux par des cliniques privées à prix fort, etc. –, mais aussi également notre culture et notre identité. Mais il lui fait en quelque sorte écho, dans la mesure surtout où il se trouve discrètement associé à un certain concept de « laïcité » qui vire à l'identitaire et qui semble être surtout là pour faire de l'ombre à l'islam, une religion perçue comme étrangère, et comme telle vaguement dangereuse.

Le populisme de gauche se rapporte plus globalement à un certain essentialisme national. La formule « Eux et Nous » se prête admirablement à cette opération. Le « Eux » figure ce petit pourcentage dominant (1 %, 3 %, 4 %, capitalistes et acolytes réunis ? peu importe) qui détiendrait le pouvoir économique, et au service duquel se sont placés les grands partis traditionnels. Le reste, c'est « Nous ». Ce « Nous », opposé à une certaine « oligarchie », à une « caste », catégorie si évidente qu'elle nous dispense de faire des analyses de « classe ». Mais ce « nous » d'en bas, c'est aussi « Nous, les Français », rapportés à notre roman national. Il ne s'agit plus bien sûr du « nous » de conservation, colporté par les chantages de la droite. Il nous revient plutôt par la remémoration de notre passé progressiste, voire révolutionnaire. Une tradition glorieuse. Cet essentialisme constitue le contexte idéologique, prégnant à droite mais aussi latent dans le populisme de gauche, qui nourrit la poussée souverainiste que l'on voit aujourd'hui monter en puissance. Je renvoie ici [aux analyses](#) du politologue [Philippe Marlière](#). La solidarité de gauche proclamée avec les exilés n'empêche pas l'esprit populiste de s'arc-bouter sur les frontières. Le « nous » qu'il nous faut proclamer rassemble tout le peuple d'en bas, d'ici et d'ailleurs, et ceux qui en sont solidaires. Il se dresse contre les dominations, mais il interpelle aussi, conscient que, devant l'horizon aveugle de la mondialisation néolibérale, une part d'entre « eux » a sa vraie place avec « nous ».

À lire vos derniers articles, vous n'adhérez pas à cette orientation politique et stratégique. La difficulté à penser les migrations (et donc les frontières des États-nations) viendrait-elle (en partie) de cette recomposition entre ce « Eux » et « Nous » ?

Pour y voir plus clair, je me permettrai de solliciter les ressources sémantiques du « [ballast](#) ». Car je m'aperçois que dans mon livre récent⁵, j'utilise cette métaphore pour illustrer deux thèses essentielles. La première c'est qu'une classe est une masse. Une classe dominante ne domine que si elle est en même temps dirigeante, et il y faut une masse de gens. Les

capitalistes ne disposent que de la logique aveugle du profit. La classe dominante ne peut donc diriger que si elle comporte un autre registre, celui où prévaut non pas le privilège de propriété, mais un privilège d'expertise ou de direction socialement reconnues. C'est l'autre volet de la classe dominante, celui de « l'autorité compétente », dont [Bourdieu](#) et [Foucault](#) entre autres, ont montré comment elle s'exerce et se reproduit comme mécanisme de classe. Une vaste population (dont les statistiques courantes tracent plus ou moins les contours en termes de « cadres et professions intellectuelles supérieures »), sur laquelle cependant la classe populaire exerce aussi une grande influence et un pouvoir d'attraction. Elle n'a pas vocation naturelle à être au service du capital. Elle a même su gouverner (et dominer...) pour son propre compte dans les régimes dits du « socialisme réel ». Mais elle est, pour une part du moins, disponible pour un autre destin. Et ce n'est qu'à la condition d'en gagner une partie décisive à sa cause que le camp du peuple d'en bas peut atteindre la masse critique lui permettant de faire reculer le capital. Bref, pour faire le poids, le volume ne suffit pas. Compte tout autant la composition subtile de l'amalgame. C'est là la première vérité, chimico-physique, du ballast.

La seconde thèse du ballast concerne l'équilibre dynamique de la classe populaire, qui doit réaliser son unité en dépit du fait que ses modes d'action et d'organisation forment un ensemble assez chaotique et contradictoire. La conclusion à laquelle je parviens est que l'organisation commune à construire ne peut avoir ni la forme-parti, ni la forme-mouvement. Elle doit intégrer ces configurations dynamiques — et d'autres comme celle du « commun » ou celles de la révolte ponctuelle sur un enjeu local, ou de l'engagement pour une bonne cause singulière — dans une forme-association, croisant les traditions marxiste et anarchiste. L'organisation aurait, bien sûr, une dimension nationale (projetée sur des solidarités internationales, sur des espaces communautaires plus larges, tel celui de l'Europe), parce que c'est à ce niveau que le peuple peut le plus effectivement peser dans la confrontation sociale et politique, faire bouger les lignes. Elle serait fondée sur de puissantes associations locales, responsables dans le temps, où cohabiteraient, sous l'égide non pas d'un programme entièrement défini, mais d'une perspective radicale d'émancipation, tous ceux et celles ou qui s'y reconnaissent, militant, ou non, dans des partis, mouvements, syndicats, associations ou autres collectifs (ce sont là autant de biens communs à préserver). Tout le pouvoir en bas serait reconnu à ces associations locales. En bas, là où sont aussi les plus exploités, les pauvres, les migrants, etc. La chose est infiniment complexe, mais c'est en ce sens que je milite. L'unité ne serait pas attendue de compromis entre poids lourds au sommet, mais d'une inter-reconnaissance à la base, entre gens et courants divers qui ont tout à s'apprendre. La lutte politique s'organiserait ainsi de bas en haut. Le navire, ainsi chargé par le fond, pourrait avancer, dans le roulis et le tangage, grâce au lest qui assure son équilibre et lui permet de tenir bon en direction du but. C'est là la seconde vérité, marine, du ballast.